



# PERSPECTIVES DU COMMERCE MONDIAL

par SYLVIO MORIN

De nos jours, les dirigeants des commerces, entreprises et industries, qu'elles soient petites ou grandes, dont les opérations s'effectuent sur une base locale, régionale, nationale ou internationale, doivent constamment être à l'affût des perspectives du commerce mondial s'ils veulent demeurer productifs, compétitifs et rentables. Cela est d'autant plus vrai que l'incertitude économique croissante due à la montée des tensions commerciales rend les marchés volatils et les transactions cahotiques. L'isolement économique et politique des États-Unis vis-à-vis ses plus proches alliés, dont le Canada qui demeure encore son plus grand partenaire commercial, ne facilite pas, au premier chef, l'établissement des perspectives sur les échanges commerciaux alors que les règles et les ententes sont de moins en moins respectées. Néanmoins, voici un collage des plus récents rapports publiés par divers organismes liés à l'activité économique sur la scène nationale et internationale.



## L'OMC

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'occupe des règles régissant le commerce entre les pays. Sa principale fonction est de favoriser autant que possible la bonne marche, la prévisibilité et la liberté des échanges.

Les dernières perspectives de l'Organisation mondiale du commerce indiquent que de nombreuses incertitudes pourraient peser sur les échanges de biens et services à l'échelle du globe. Le rythme des échanges pourrait ralentir. Selon l'OMC, la croissance solide du commerce devrait se maintenir au cours du second trimestre 2018 mais à un rythme probablement plus lent. Même si les récentes décisions de Donald Trump relatives à la hausse des tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium ne concernent qu'une faible part des échanges internationaux, la montée des tensions commerciales n'encourage pas les spécialistes à envisager des perspectives mondiales clairement favorables.

Selon le dernier Indicateur des perspectives du commerce mondial (WTOI) publié en mai, le chiffre actuel, à 101,8, demeure supérieur à la valeur de référence de l'Indicateur, qui est de 100, mais est inférieur au chiffre précédent (102,3), ce qui indique que la croissance solide du commerce se maintiendra au deuxième trimestre de 2018, mais probablement à un rythme plus lent qu'au premier trimestre. Le récent fléchissement du WTOI traduit la baisse d'indices correspondant aux commandes à l'exportation en particulier, mais aussi au fret aérien, ce qui peut être lié à l'incertitude économique croissante due à la montée des tensions commerciales.

Les derniers résultats sont globalement conformes aux prévisions sur le commerce publiées par l'OMC en avril 2018, qui prévoyaient un ralentissement de la croissance du volume des

échanges de marchandises de 4,7% en 2017 à 4,4% en 2018. Les risques que la montée des tensions commerciales fait peser sur les prévisions commerciales restent présents.

L'indice prévisionnel des commandes à l'exportation a fortement chuté, tombant d'un niveau supérieur à la tendance à une valeur inférieure à la tendance (98,1) au cours du dernier mois. Bien que l'indice du fret aérien demeure supérieur à la tendance (102,5), il a perdu du terrain ces derniers mois. Le débit des ports à conteneurs reste supérieur à la tendance (105,8) mais montre des signes de plafonnement, tandis que les ventes d'automobiles (97,9) et les matières premières agricoles (95,9) exercent une pression à la baisse sur le WTOI. Contrairement aux résultats mitigés enregistrés ailleurs, l'indice du commerce des composants électroniques (104,2) a augmenté, dépassant la tendance.

Destiné à fournir des renseignements «en temps réel» sur l'évolution du commerce mondial par rapport aux tendances récentes, le WTOI n'est pas censé permettre une prévision à court terme, bien qu'il donne une indication de la croissance du commerce dans un avenir proche. Il permet surtout d'identifier les points d'inflexion et d'évaluer la dynamique de la croissance du commerce mondial. Il complète ainsi les statistiques et les prévisions commerciales de l'OMC et d'autres organisations. Un chiffre de 100 indique que la croissance du commerce suit les tendances à moyen terme; un chiffre supérieur à 100 suggère que la croissance est supérieure à la tendance, tandis qu'un chiffre inférieur à 100 indique l'inverse. La direction de l'évolution reflète la dynamique par rapport au mois précédent.

»»



## LE FMI

L'économie mondiale fait face à des risques sérieux à long terme en dépit de perspectives encourageantes à court terme, met en garde une commission du Fond monétaire international dans les conclusions de sa rencontre en avril dernier à Washington. Dans un communiqué publié à l'issue de la 37<sup>e</sup> réunion du CMFI, le comité indique que «la croissance mondiale s'est encore renforcée et elle se généralise, grâce à un rebond vigoureux de l'investissement et du commerce international. Les aléas sont globalement équilibrés à court terme, mais restent orientés à la baisse à moyen terme. La montée des vulnérabilités financières, l'aggravation des tensions commerciales et politiques ainsi que le niveau record de l'endettement mondial pèsent sur les perspectives de croissance mondiale. Les vents contraires démographiques et la faiblesse des gains de productivité risquent de réduire la possibilité d'une croissance plus forte et plus inclusive à terme».

Selon le CMFI, conformément aux mandats des banques centrales et compte tenu des risques pesant sur la stabilité financière, la politique monétaire doit rester accommodante lorsque l'inflation reste peu élevée, mais se durcir progressivement à mesure que les pays se rapprochent des objectifs d'inflation de leur banque centrale. «La politique budgétaire doit être souple et favoriser la croissance, veiller le cas échéant à la reconstitution des amortisseurs, éviter la procyclicité, dégager des marges pour investir dans les infrastructures et dans les compétences de la main-d'œuvre, et placer le ratio de la dette publique au PIB sur une trajectoire viable», a conclu le comité.

## ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE BMO

Dans la foulée de l'année précédente, l'économie de la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent devrait s'accélérer en 2018, selon un nouveau rapport des Études économiques de BMO (Bank of Montreal). Le rapport a été publié lors d'une présentation par l'économiste en chef de BMO, Doug Porter, au quatrième Forum économique des Grands Lacs du Conseil de la région des Grands Lacs, à Montréal.

La région comprend le Québec et l'Ontario au Canada, ainsi que l'Illinois, l'Indiana, le Michigan, le Minnesota, l'État de New York, l'Ohio, la Pennsylvanie et le Wisconsin aux États-Unis.

«La région des Grands Lacs et du Saint-Laurent est un moteur essentiel de la production économique, de l'emploi et du commerce en Amérique du Nord, représentant près du tiers du PIB, des emplois et des exportations combinés du Canada et des États-Unis», a déclaré M. Porter. «Sa production économique ayant été estimée à 6 billions de dollars américains en 2017, devant le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France, elle représenterait la troisième plus grande économie mondiale, derrière les États-Unis et la Chine, si elle était un pays.»

M. Porter a noté que l'économie américaine devrait s'accélérer cette année, avec une croissance de 2,8 pour cent en 2018, par rapport à 2,3 pour cent l'année dernière. En revanche, le Canada devrait ramener son taux de croissance à 2,0 pour cent, contre 3,0 pour cent en 2017, alors que l'économie reprend son potentiel après une poussée temporaire. La dernière croissance de près de 3 pour cent en trois ans de l'Ontario a été la plus forte en 15 ans, tandis que celle du Québec, à environ 3 pour cent, était la plus forte depuis 2000 l'année dernière; les deux économies devraient se stabiliser à la fourchette basse des 2 pour cent cette année. En revanche, la plupart des états américains de la région devraient poursuivre sur leur lancée de 2017, ce qui devrait contribuer à stimuler la croissance globale.»

M. Porter a également évalué l'incidence possible d'éventuelles perturbations commerciales, comme la dissolution de l'ALENA. «Bien sûr, il y a beaucoup d'éléments mobiles quand on considère les répercussions de telles perturbations- comme la monnaie, les changements de prix, la substitution commerciale avec d'autres pays ou d'autres provinces - mais une évaluation approximative montre que la région des Grands Lacs serait durement touchée». Il a noté que, bien que la fin de l'ALENA aurait un impact nettement négatif sur l'ensemble de l'économie canadienne et légèrement négative pour les États-Unis, elle reste un risque gérable auquel les décideurs, les entreprises et les marchés s'ajusteraient relativement rapidement.



## BAROMÈTRE DES AFFAIRES – FCEI

La confiance des propriétaires de PME au Canada a augmenté en mai, après quatre baisses consécutives depuis le début de l'année, selon le Baromètre des affaires de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. L'indice est monté à 62,5, gagnant près de six points par rapport à avril.

« Le niveau de confiance actuel n'est peut-être pas aussi bon qu'en mai 2017 où il avait atteint un sommet, mais il a nettement progressé, notamment en Ontario et à l'Île-du-Prince-Édouard. Il est possible que ces gains soient dus au temps plus clément qu'on a eu ce mois-ci, mais c'est toujours agréable de voir un regain de confiance parce que c'est le signe d'une meilleure conjoncture économique et commerciale, a déclaré Simon Gaudreault, directeur des affaires économiques à la FCEI. La situation est moins rose en Saskatchewan, à Terre-Neuve-et-Labrador et en Alberta, qui ne se sont toujours pas vraiment remises de la chute des prix du pétrole de 2015-2016. »

Les plans d'embauche de personnel à temps plein se sont renforcés, mais ils restent plus faibles que ceux observés ces dernières années au printemps. Les perspectives des chefs de PME à l'égard de la performance globale de leur entreprise sont plutôt positives, 40 % d'entre eux estimant que leurs affaires vont bien, contre 9 % qui pensent le contraire.

Lorsque l'indice varie entre 65 et 70, cela signifie normalement que l'économie tourne à plein régime et qu'une majorité de chefs de PME s'attendent à de meilleurs résultats au cours des 12 prochains mois.

C'est à l'Île-du-Prince-Édouard (70,5) et au Québec (68,1) que le niveau de confiance est le plus élevé. L'Ontario (64,7) enregistre, pour sa part, le gain le plus important (+8 points). En revanche, les résultats restent faibles en Saskatchewan, à Terre-Neuve-et-Labrador et en Alberta, les indices de ces trois provinces ayant tous continué de reculer ce mois-ci.

Les secteurs des ressources naturelles et de l'hébergement/restauration présentent des signes de faiblesse, mais l'assez bonne performance des services financiers et des transports rééquilibre les choses. D'une manière générale, le niveau de confiance s'est renforcé dans 8 secteurs sur les 13 analysés ce mois-ci.

Les résultats de mai 2018 s'appuient sur 618 réponses recueillies auprès d'un échantillon aléatoire stratifié de membres FCEI dans le cadre d'un sondage par Internet à accès contrôlé.

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante est le plus grand regroupement de petites et moyennes entreprises du Canada, comptant 110 000 membres dans tous les secteurs et toutes les régions.

*Sources :*  
*(Organisation mondiale du commerce :*  
*Indicateur des perspectives du commerce*  
*mondial-Mai 2018 – Fond monétaire international :*  
*Communiqué de presse N° 18/140 –*  
*Études économiques de BMO/Communiqué*  
*4 mai 2018/CNW/ – Baromètre des affaires/*  
*Mai 2018/Fédération canadienne de*  
*l'entreprise indépendante)*